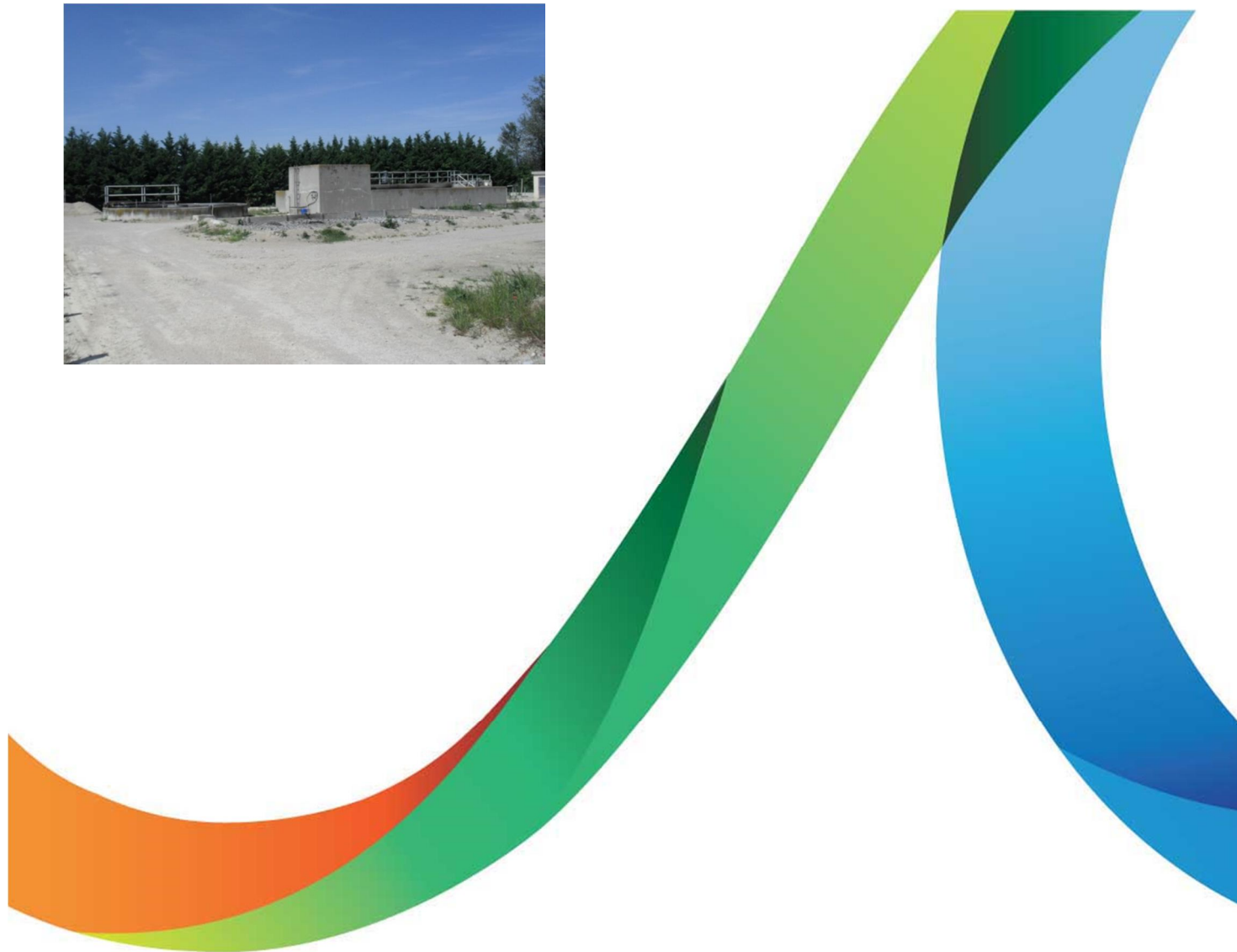


DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

VERSION 2 . 07/2014
Aff. : MR 2036

COMMUNE DE TULETTE (26)

MISE A JOUR DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES



HISTORIQUE DES REVISIONS				
VERSION	DATE	COMMENTAIRES	REDIGE PAR :	VERIFIE PAR :
2.0	07/2014	Précisions et correction apportées par la commune - - Courrier MB/YM390 de juin 2014 -Courrier MB/YM467 de juillet 2014	NM	NM
1.1	01/2014		NM	NM
1.0	04/2012	Création de document	MM	NM

Contact

130 Route de Châteauneuf
BP118
26203 MONTELIMAR cedex
Tél. 04.75.92.05.70
Fax 04.75.92.05.79

Naldeo
Agence de Montélimar

Nour MADID,
Chargé d'affaires

TABLE DES MATIERES

1	OBJECTIF DU DOSSIER.....	5
2	RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES.....	6
2.1	Rappel	6
2.2	Aspects réglementaires.....	7
2.2.1	L'assainissement collectif	7
2.2.2	L'assainissement non collectif	8
2.2.3	Règlement d'assainissement collectif	8
3	PRESENTATION DE LA COMMUNE	9
3.1	MILIEU PHYSIQUE.....	9
3.1.1	Situation générale	9
3.1.2	Démographie et activités	9
3.1.3	Urbanisme	10
3.2	CONTEXTE NATUREL.....	10
3.2.1	Topographie	10
3.2.2	Contexte géologique	10
3.2.3	Contexte hydrogéologique.....	11
3.2.4	Captage A.E.P.....	11
3.2.5	Contexte hydrologique	12
4	L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	14
4.1	Enquête par courrier	14
4.2	Analyse des données fournies par le SPANC (2011).....	14
4.2.1	Généralités	14
4.2.2	Analyse des données fournies	15
4.2.3	Synthèse.....	15
4.3	Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif	15
4.3.1	Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome	15
4.3.2	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	16
4.3.3	Remarques importantes.....	16
4.3.4	Organisation du service d'assainissement non collectif	16
4.3.5	Coûts du projet et répercussions financières	17
4.3.6	Répercussions financières.....	17
5	L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	19
5.1	Généralités	19
5.2	Le réseau d'assainissement collectif	19
5.3	La station d'épuration.....	19
5.3.1	Caractéristiques générales	19
5.3.2	Origine des effluents	20
5.4	Performances de l'assainissement collectif.....	20
5.4.1	Campagne de mesures 1993	20

5.4.2	Synthèse des résultats POYRY 2005/2006	20
5.4.3	Données CHES EPUR septembre 2012 et 2013	21
5.4.4	Données SATESE septembre 2010 et octobre 2012 et 2013.....	21
5.5	Synthèse des travaux proposés sur le réseau	22
5.5.1	Travaux à effectuer sur le réseau.....	23
5.5.2	Extension au réseau d'assainissement.....	24
5.5.3	Déversoirs d'orage	25
5.6	Synthèse des travaux proposés sur la station d'épuration.....	26
5.6.1	Synthèse sur le fonctionnement de la station	26
5.6.2	Analyses des ouvrages principaux de la station d'épuration.....	26
5.6.3	Améliorations proposées à l'issue de l'étude diagnostique 2007.....	27
5.6.4	AMELIORATIONS PROPOSEES A L'ISSUE DE L'ETUDE sur la STEP 2011	28
5.7	Suite donnée aux programmes de travaux	29
5.7.1	Actions entreprises par la commune sur le réseau.....	29
5.7.2	Actions entreprises par la commune au niveau de la station d'épuration.....	29
6	AIDES ACTUELLES ET MONTANTS RESTANTS A CHARGE	30
6.1	Modalités d'éligibilité aux aides	30
6.2	Taux actuels de subventions	30
6.3	Charges pour la commune	31
6.3.1	Sources de revenus	31
6.3.2	Intégration dans le budget communal	31
7	CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES.....	32
8	RESPONSABILITE DU MAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'HYGIENNE DANS LA COMMUNE	33
9	ANNEXES.....	34
9.1	CARTE DE ZONAGE.....	34
9.2	DÉLIBÉRATION MUNICIPALE	34

1 OBJECTIF DU DOSSIER

La Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 et son décret d'application du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées imposaient aux communes, ou à leurs établissements publics, la délimitation de leurs zones d'assainissement.

La nouvelle loi sur l'Eau du 30 Décembre 2006 vient confirmer cette obligation, ainsi l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule :

"Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1. **Les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. **Les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3. **Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols** et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. **Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales** et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".

La commune de TULETTE a fait établir en 2007 un schéma directeur par les bureaux d'études NALDEO (Ex BETURE CEREC) et GEOPLUS, l'objet du présent rapport est une actualisation du dossier de zonage d'assainissement eaux usées. L'assainissement des eaux pluviales est traité par GEOPLUS ENVIRONNEMENT dans un dossier séparé.

2 RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES

2.1 Rappel

L'assainissement « non collectif » (ou assainissement « autonome ») : il s'applique aux systèmes destinés à traiter les eaux usées domestiques sans recourir à un réseau public de collecte. Ainsi, certains assainissements « regroupés » seront dits « non collectifs », dès lors qu'ils restent exclusivement en domaine privé.

L'assainissement « collectif » : il concerne les systèmes de collecte et de traitement qui desservent les habitations raccordées à un réseau public d'assainissement. Cette notion inclut les systèmes dits « regroupés » dérivés des systèmes d'assainissement « autonome », ou encore « non collectif », dès lors que ces systèmes « regroupés » sont, au moins pour une partie, mis en place sur le domaine public et gérés par une collectivité.

(Arrêté du 6 mai 1996, paru au JO du 8 juin 1996)

Pour répondre à l'assainissement d'une zone d'habitat, deux orientations techniques sont envisageables :

■ Première orientation technique : l'assainissement non collectif

Cette option prévoit la collecte, le traitement, et la dispersion des eaux usées à l'échelle parcellaire.

Elle s'adapte à un tissu d'habitat diffus à moyennement dense. L'examen de la carte pédologique permet la définition des filières, celui de l'examen parcellaire, la difficulté des travaux d'installation.

■ Deuxième orientation technique : l'assainissement collectif

L'ensemble des habitations est raccordé à un réseau unique de collecte dirigé vers un site unique de traitement. Elle s'adapte bien au contexte d'habitat dense.

Cependant, les hameaux trop éloignés sont traités par une solution collective apparentant à un système non collectif surdimensionné, afin d'éviter toute aberration financière.

L'assainissement des eaux pluviales peut être assuré par des fossés naturels, des réseaux pluviaux ouverts ou enterrés, des réseaux unitaires dirigeant eaux usées et eaux pluviales vers des installations de traitement et par des techniques alternatives limitant les transferts d'eaux pluviales.

Dans certains cas, la pollution apportée par les eaux pluviales est préjudiciable au milieu naturel. Un traitement des eaux pluviales collectées peut alors être envisagé, ainsi que la lutte contre l'imperméabilisation.

2.2 Aspects réglementaires

Les **principaux textes généraux** applicables dans le domaine de l'assainissement sont les suivants :

- . **Directive européenne du 21 mai 1991** relative au traitement des eaux usées résiduaires urbaines ;
- . **Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992** (complétée par la loi n° **2006-1772 du 30 décembre 2006** sur l'eau et milieux aquatiques) donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif :
 - L'article 35-I de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-1 du code des communes repris par l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales, précise :
 - « Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites ».
 - « Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif ».
 - L'article 35-III de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-3 du code des communes, repris par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales où il est rappelé que les communes délimitent après enquête publique les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif ;
 - L'article 36 de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.1331 du code de la santé publique et précise désormais :
 - « Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire doit faire régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département afin d'en garantir le bon fonctionnement. »
- . **Code des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 qui reprennent les articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes modifiés par l'article 35-III de la Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau et le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;**
- . **Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1331-1 et suivants ;**
- . **Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.111-4 et R.111 3.**

2.2.1 L'assainissement collectif

- **Circulaire du 8 décembre 2006** relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées des communes soumises aux échéances des 31 décembre 1998, 2000 et 2005 en application de la directive n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines,
- **Arrêté du 22 juin 2007** relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Cet arrêté abroge et remplace les deux arrêtés du 22 décembre 1994 (concernant les prescriptions techniques et les modalités d'auto-surveillance), ainsi que l'arrêté du 21 juin 1996 (concernant les prescriptions techniques et contrôle des stations d'épuration d'une capacité inférieure à 120 kg DBO5).

- **Circulaire du 17 décembre 2007**, additif à la circulaire du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées.
- **Circulaire du 15 février 2008** ayant pour objet l'instruction de l'arrêté du 22 juin 2007.

2.2.2 L'assainissement non collectif

- Arrêté du 7 septembre 2009, il abroge l'arrêté du 6 mai 1996, modifié par l'arrêté du 24 décembre 2003, relatifs aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et aux modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif, définissent de manière complète et cohérente :
 - suivant de la Loi sur l'Eau, des articles L.1331-1 et suivants du code de la santé publique et de l'article R.111-3 du code de la construction et de l'habitation ;
 - les obligations des communes pour la mise en œuvre du contrôle technique de ces installations ;
- L'arrêté du 7 mars 2012 qui a pour objet d'introduire, dans l'arrêté "prescriptions techniques" de 2009, un chapitre relatif aux "prescriptions techniques minimales applicables au traitement des installations neuves ou à réhabiliter".
- Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositions des arrêtés du 6 Mai 1996 précités.
- Norme AFNOR XP P 16-603 référence DTU 64.1 de mars 2007 explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome.

2.2.3 Règlement d'assainissement collectif

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement collectif doivent être précisés dans le règlement communal d'assainissement.

Ce document définit en particulier les rejets autorisés selon la nature du réseau et de l'installation de traitement finale.

Les industriels et apparentés peuvent constituer des exceptions compte tenu de la nature et du volume des effluents rejetés. Dans ce cas, il est indispensable de définir les conditions de raccordement à travers la mise en place d'une « Convention de rejet » entre l'industriel d'une part, et le Maître d'ouvrage des réseaux et de la station d'épuration d'autre part. Pour les établissements relevant des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la réglementation définit exactement le cadre de la négociation de ces conventions.

3 PRESENTATION DE LA COMMUNE

3.1 MILIEU PHYSIQUE

3.1.1 Situation générale

Le territoire de la commune de TULETTE est localisé au Sud du département de la DROME, à environ 30 km au Sud-Sud-Est de MONTE LIMAR.

Les territoires communaux limitrophes les plus proches sont :

- Visan au Nord,
- St Maurice sur Eygues, au Nord-Est,
- Buisson à l'Est,
- St Roman de Malegarde et Ste Cécile les Vignes au Sud,
- Bouchet à l'Ouest,

Le bourg est desservi par les axes routiers suivants : les départementales n° 251, 94, 75, 193 et une série de petits chemins communaux.

3.1.2 Démographie et activités

3.1.2.1 POPULATION

La population communale augmente régulièrement depuis 1982.

Au recensement de 1999, la population s'élevait à 1701 habitants, en 2009, l'INSEE a recensé 1915 habitants et 1029 logements, avec 822 résidences principales, 79 résidences secondaires, et 127 logements vacants. Le taux moyen d'occupation par foyer serait de l'ordre de **1.8 personnes par ménage**.

La population est essentiellement agglomérée sur le village où on distingue un habitat ancien dense à emprise foncière faible et quelques extensions plus récentes sur le pourtour avec une emprise foncière plus importante.

Le reste de l'habitat est diffus sur l'ensemble du territoire communal avec cependant quelques quartiers plus marqués comme « Charbonnouze » au Sud-Est, « Voulaby » ou « Bomparet » à l'Ouest.

3.1.2.2 ACTIVITES SAISONNIERES

La population saisonnière est peu importante, les résidences secondaires représentent moins de 10 % des logements.

Il est également recensé un établissement touristique raccordé sur le réseau d'assainissement collectif, il s'agit du camping municipal.

En 2005, GEOPLUS a estimé à 8.4 m³/j, le volume d'effluent théorique maximum généré sur 3 mois par cet établissement, ce qui correspond à une charge de 56 EH (sur la base de consommation de 150 l/j/EH).

3.1.2.3 ACTIVITES AUTRES QUE DOMESTIQUES

Activités industrielles

La qualité d'un effluent peut être fortement influencée par la présence d'un ou plusieurs rejets industriels. L'activité industrielle est représentée sur le territoire communal par 13 entreprises.

Les caves vinicoles sont au nombre de sept : 6 caves privées et la coopérative cave Costebelle/Costerousse.

Les établissements classés comme Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E) soumises à autorisation sont : UNION DES VIGNERONS DES COTES DU RHONE et CAVE DE COSTEBELLE et CELLIER DES DAUPHINS.

Activités agricoles

La commune accueillait en 2010, 63 exploitations agricoles (Source Agreste) essentiellement tournées vers la Viticulture (appellation et autre).

3.1.3 Urbanisme

Un Plan Local d'Urbanisme est en cours de réalisation par le Cabinet d'urbanisme CROUZET. les secteurs urbanisés ou urbanisables dans le projet de PLU de la commune de TULETTE (zones UA, UB, UC, UE, Ui, Uj, UL, AUh, AUi) sont localisés autour du village et autour du Grand Devès, à l'Est.

La zone desservie par le réseau d'assainissement est susceptible d'accueillir 277 habitations (source Mairie).

L'objectif de croissance a été fixé par les élus dans le PLU à environ 300 habitants.

Cela se traduit par une croissance maximale de l'ordre de 1,5%, soit environ 10 logements par an.

3.2 CONTEXTE NATUREL

3.2.1 Topographie

Un assainissement autonome, placé dans des pentes supérieures à 15 %, nécessite un aménagement important afin d'aplanir le site. Dans le cas contraire, les effluents risquent de ressortir rapidement à la surface et ne pas s'infiltrer verticalement. Les aménagements établis peuvent provoquer des glissements de terrains, en particulier lorsque les sols ne sont pas stables.

Ainsi, on considère qu'il est très difficile d'envisager un assainissement individuel quand les pentes sont supérieures à 15 %, et difficile -mais concevable- quand elles sont comprises entre 10 et 15 %.

Le territoire communal, d'une superficie de 2 353 ha, présente une morphologie de plaine hormis quelques coteaux plus pentus dans la partie Nord-Est de la commune. En effet, le territoire communal s'étend dans la vaste plaine de l'Eygues.

Les pentes sont faibles à nulles sur presque la totalité du territoire communal.

3.2.2 Contexte géologique

La présence d'un substratum rocheux, à faible profondeur, est une contrainte majeure pour la mise en œuvre d'un système d'assainissement autonome :

1. si le substratum apparaît avant 1 m de sol végétal, l'épuration n'est pas suffisante,
2. si le substratum est imperméable (roche compacte ou argile), les effluents ne pourront pas s'infiltrer,
3. si le substratum est fissuré ou fracturé, les effluents s'infiltreront, leur épuration dépendra de la nature de la roche et de leur temps de séjour.

D'après les informations livrées par la carte géologique de France à 1/50 000, feuille de Valréas, le territoire de la Commune de TULETTE, est recouvert en affleurement par des dépôts attribués au Tertiaire, il s'agit :

- au Nord, par des formations datées du Miocène et notamment du Miocène supérieur lacustre, représenté par des sables gris,
- au niveau du Chef-lieu, par les marnes marines plaisanciennes, datant du Pliocène. Ce substratum est largement recouvert dans la plaine de l'Aygues par des alluvions würmiennes des basses et hautes terrasses des vallées et, plus localement, par des alluvions récentes.

3.2.3 Contexte hydrogéologique

Il repose sur le recensement et l'étude des eaux souterraines. L'aptitude d'un sol à l'assainissement autonome peut être conditionnée par la présence ou l'absence de nappe phréatique à faible profondeur.

Le principal aquifère est constitué par les alluvions de l'Aygues.

Dans le cadre de l'étude sur la gestion optimisée de la ressource en eau sur le bassin versant du Lez, la campagne piézométrique réalisée durant l'été 2007 montrait que :

- le sens général d'écoulement de la nappe alluviale est d'orientation Nord Est . Sud-Ouest avec, dans le secteur Sud, à la latitude de Sainte Cécile les Vignes, une orientation Est. Ouest. Le gradient hydraulique moyen est de 1.10^{-2} m/m.
- au niveau de Saint Cécile les Vignes et de Suze-la-Rousse, entre les rivières Lez et Aygues, l'écoulement des eaux souterraines est d'orientation Est. Ouest indiquant une alimentation par la nappe d'accompagnement de l'Aygues et une décharge dans le Lez qui jouerait donc ici le rôle de drain des eaux souterraines.

3.2.4 Captage A.E.P

Jusqu'en septembre 2013, la commune utilisait comme ressource en eau potable le captage localisé sur le lieu-dit « Le Petit Courrin ».

Ce dernier sollicite la nappe alluviale de la terrasse würmienne de l'Aygues qui émerge au contact des marnes plaisanciennes et est dotés des périmètres de protection immédiate et rapprochée (Arrêté préfectoral N°1950 du 23 mars 1990).

La commune a adhéré en 2010 au Syndicat Intercommunal des Eaux Rhône-Aygues-Ouvèze qui regroupe 37 communes et s'étend sur les départements de la Drôme et du Vaucluse. Cette collectivité a réalisé de gros travaux qui ont permis depuis septembre 2013, de desservir en eau potable depuis la Source de Villedieu, la commune de Tulette.

3.2.5 Contexte hydrologique

3.2.5.1 DESCRIPTION

Le territoire communal de TULETTE se développe sur deux bassins versants, le bassin versant de l'Eygues, rivière qui matérialise la limite Sud de la commune et le bassin versant du ruisseau de l'Hérein (affluent du Lez) au Nord-Ouest.

L'Hérein est un affluent majeur pérenne du Lez. La confluence se réalise au niveau de Suze la Rousse. Celui-ci reçoit les eaux excédentaires du canal du Moulin de Tulette et du canal du comte de Suze la Rousse.

Le ruisseau « L'Hérein » constitue le milieu récepteur final de la station d'épuration via le Canal du Moulin.

3.2.5.2 DEBITS

D'après l'ETUDE DE DETERMINATION DES VOLUMES MAXIMUMS PRELEVABLES SUR LE BASSIN VERSANT DU LEZ - Phases 1 & 2 - Août 2012, deux campagnes de jaugeages sur les canaux en activité sur le bassin versant ont été réalisées Semaine du 4 juillet au 8 juillet 2011 et Semaine du 8 août au 12 août 201. Tous les canaux en activité hormis le canal de l'Aulière ont été jaugés avec aux moins deux points :

- le premier au niveau de la prise d'eau ;
- le second au niveau du rejet du canal principal.

Le débit jaugé au canal du Moulin était

- de 80 l/s (juillet) et de 35 l/s (août) au niveau de la prise,
- de 3 l/s (juillet) et de 19 l/s (août) au niveau du rejet.

Les calculs réalisés sur la période de 1996-2011, ont permis d'obtenir les débits influencés (en prenant en compte les prélèvements et restitutions) ainsi que les débits naturels (sans prélèvements et restitutions) sur le Lez et ses affluents majeurs (Coronne, Hérein, Aulière). L'Hérein au niveau de Suze la Rousse aurait des $Q_{MNA5 \text{ naturel}}$ de l'ordre de 30 l/s et $Q_{MNA5 \text{ influencé}}$ de l'ordre de 60 l/s

3.2.5.3 QUALITE

Dans le cadre du Contrat de rivière du Lez, un observatoire du suivi de la qualité des eaux superficielles a été mis en place depuis 2007. 37 stations de suivi ont été retenues sur le Lez et ses affluents.

Les résultats de suivi de la qualité des eaux du SMBVL (2007-2011) classent l'Hérein en état médiocre à moyen. Ils ont permis de constater quelques tendances, notamment :

- l'impact des rejets vinicoles sur l'Hérein qui est de plus en plus important que les rejets ont très souvent lieu en période de sécheresse (septembre à décembre) situation critique pour les milieux récepteurs.
- la présence récurrente de pesticides et de cuivre sur certains secteurs, imputable au lessivage des parcelles agricoles avoisinantes ayant reçu un traitement phytosanitaire.

3.2.5.4 SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET GESTION DES EAUX (SDAGE)

D'après le SDAGE 2010-2015 qui donne une évaluation de l'état des masses d'eau superficielles identifiées du bassin du Lez, la Rivière l'Hérein correspondant à la masse d'eau n° FRDR10852, est qualifiée de très bon état écologique et chimique. Les objectifs des bons états écologiques et chimiques sont fixés à 2015, les motifs du report sont les nutriments et/ou pesticides ainsi que la morphologie.

3.2.5.5 SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (S.A.G.E.) ET CONTRAT DE RIVIERE

La commune de TULETTE est concernée par le SAGE du LEZ et deux contrats de rivières :

- **un contrat de rivière sur le Lez** a été prescrit en novembre 2006 (pour une période de 5 ans). Il est géré par le Syndicat Mixte du Bassin Versant du Lez (SMBVL). Le Volet A du contrat prévoit l'amélioration de la qualité des eaux superficielles et souterraines. L'amélioration du système d'assainissement est donc directement concernée par cette rubrique.
- **un contrat de rivière sur l'Eygues** a été prescrit dans les années 80. Il est géré par le Syndicat Intercommunal de Défense de l'Eygues Inférieure. Un dossier sommaire complémentaire a été demandé dans les années 2002 pour approfondir les connaissances sur certains sites. Lorsque le diagnostic sera complété (le bureau d'études a été nommé en 2006), les objectifs à atteindre et les priorités d'intervention seront dégagés.

3.2.5.6 LES RISQUES D'INONDATION

Le territoire communal de TULETTE est concerné par 2 Plans de Prévention des Risques Inondation :

- **PPRI du Lez approuvé le 18/12/2006**
- **PPRI de l'Eygues/Aigues approuvé le 03/10/2011**

Le PPRI du Lez concerne le Nord-Ouest de la commune avec l'Hérein, affluent du Lez. Il prend aussi en compte les écoulements dans le centre du village. Il s'agit principalement des débordements du canal du Moulin.

Le PPRI de l'Eygues concerne le Sud de la commune jusqu'au canal du Comte.

4 L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

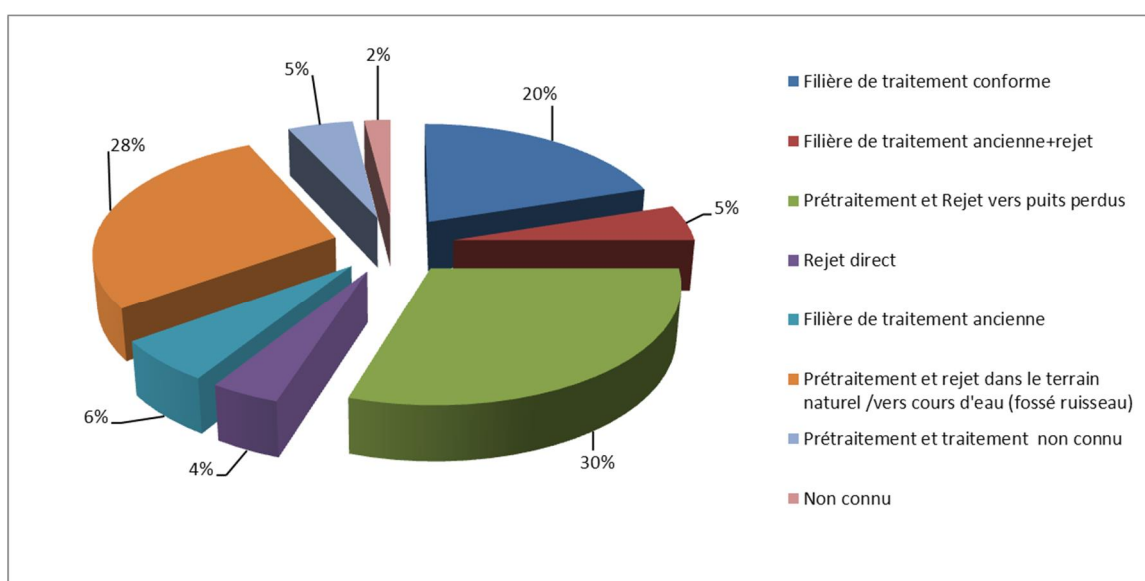
4.1 Enquête par courrier

Lors du schéma général d'assainissement de 2007, GEOPLUS a réalisé une enquête auprès des habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif. Une fiche "Questionnaire" relative à l'habitat, le type d'assainissement, le fonctionnement et l'entretien de l'assainissement individuel, a ainsi été transmise aux habitants de la commune concernés par l'assainissement individuel.

Le taux de réponse au questionnaire est de 45 % (86 retours sur 196 envois).

Les résultats de cette enquête sont synthétisés dans le graphique (Source : rapport GEOPLUS 2007) ci-dessous

Figure 1 : Synthèse des principaux résultats (Enquêtes GEOPLUS)



Il est apparu, après analyse des réponses, que les rejets directs ou indirects dans le milieu naturel sans traitement complet, voire sans pré-traitement, constituent une atteinte non négligeable à l'environnement. Ce type de rejet concerne en effet 69% des systèmes existants sur la commune.

La principale cause de dysfonctionnement, lorsqu'elle est exprimée, est le dégagement d'odeurs ou la nécessité d'entretien. Le colmatage de la filière est évoqué dans une moindre mesure. Des problèmes de colmatage peuvent mettre en évidence, localement, l'inaptitude des sols à l'assainissement autonome par tranchées filtrantes.

En effet, le dégagement d'odeurs et le colmatage des champs d'épandage proviennent généralement d'une perméabilité des sols en place insuffisante. Une filière de traitement de remplacement, envisageable uniquement pour des habitations existantes, serait le filtre à sable vertical drainé avec rejet des effluents traités dans le milieu naturel superficiel.

4.2 Analyse des données fournies par le SPANC (2011)

4.2.1 Généralités

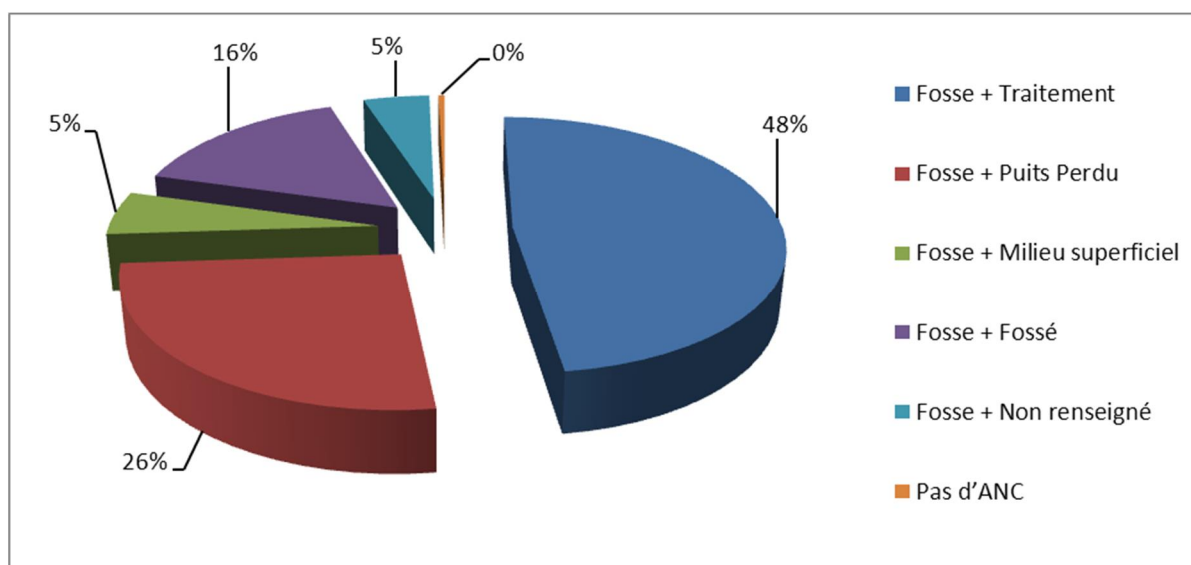
Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.) de la commune de TULETTE était jusqu'à décembre 2013 sous la compétence du SIVOM du TRICASTIN. Depuis, le 1^{er} janvier 2014, c'est la Communauté de Communes Drôme Sud Provence qui assure ce service.

4.2.2 Analyse des données fournies

Les visites, dont l'objectif principal est de recenser les points noirs sur le territoire communal de TULETTE, ont concerné depuis 2006 concrètement 215 installations sur 227 répertoriées.

Les résultats de ces enquêtes sont synthétisés dans le graphique (Source : Rapport SPANC) ci-dessous

Figure 2 : Synthèse des principaux résultats (Visites SPANC)



4.2.3 Synthèse

Au regard de ces résultats, il est noté que :

- seulement 48% des installations visitées peuvent être conformes à la réglementation en vigueur,
- environ 47 % des installations n'ont qu'un prétraitement et rejettent directement les effluents prétraités vers le milieu naturel.

En tenant compte de ces informations, il peut être considéré que environ 52 % des traitements sont non conformes aux normes réglementaires.

4.3 Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif

4.3.1 Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome

La méthodologie de classement des sols est définie selon les contraintes imposées par le sol, l'eau (niveau de la nappe), la roche (profondeur du substratum), la pente et le contexte environnemental (présence de puits exploités, zones protégées).

Le croisement de toutes les contraintes conduit à la définition de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, le contexte le plus favorable étant un traitement par tranchées d'épandage, à faible profondeur, dans le sol en place. Si ces conditions ne sont pas respectées, il faudra prévoir des techniques d'assainissement plus « sophistiquées », et de ce fait plus coûteuses.

4.3.2 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

La carte de faisabilité de l'assainissement non collectif établie par GEOPLUS décrit l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif (Cf. Carte des Contraintes ci-après . extrait rapport GEOPLUS 2007).

4.3.3 Remarques importantes

- La carte d'aptitude des sols étant définie à partir de sondages ponctuels d'une part, et les sols étant par nature très hétérogènes sur la commune d'autre part, il est fortement conseillé pour tout projet de construction ou de réhabilitation de filière d'assainissement non collectif, de confirmer la filière par un sondage sur la parcelle concernée.
- La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif est un outil d'aide à la décision pour le choix du zonage de l'assainissement par les élus de la commune de la TULETTE. Elle sera le cas échéant utilisée par le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) dans le cadre de sa mission de contrôle des installations existantes, ainsi que pour l'attribution des autorisations de construction ou de réhabilitation. Elle n'est cependant pas exhaustive à l'échelle de la commune et ne fait pas l'objet de l'enquête publique.
- Certaines techniques particulières admises pour la réhabilitation ou la création de dispositif d'assainissement autonome pour des habitations existantes ne seront autorisées qu'à titre exceptionnel. Elles peuvent être refusées dans le cas de constructions neuves.

4.3.4 Organisation du service d'assainissement non collectif

Le contrôle des installations est une obligation importante de la commune (ou de la collectivité compétente). Bien réalisé, il pérennisera les nouvelles installations et permettra, lorsque nécessaire, la réhabilitation de l'existant dans de bonnes conditions.

L'arrêté du 7 septembre 2009 "relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif" précise les modalités de contrôle de ces installations, contrôle à la suite duquel la commune établit un rapport de visite où elle évalue les éventuels risques sanitaires et environnementaux causés par les installations. Elle y établit des recommandations ou la liste des travaux à réaliser par le propriétaire de l'installation dans les 4 ans à compter de la date de notification de la liste de travaux. Un délai qui peut être raccourci par le maire selon le degré d'importance du risque. Après travaux, la commune effectue une contre-visite. La commune définit une fréquence de contrôle périodique n'excédant pas huit ans. Cette fréquence peut varier selon le type d'installation et ses conditions d'utilisation. Il est à noter que la nature et portée du contrôle de l'installation à vérifier diffère selon l'ancienneté :

- avant le 31 décembre 1998 : un diagnostic de bon fonctionnement,
- après le 31 décembre 1998 : une vérification de conception et d'exécution.

L'ensemble des installations ANC devra être contrôlé avant le 31 décembre 2012.

Le contrôle comprend :

- la vérification technique de la conception, de l'implantation, et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification est plus aisée avant remblaiement.
- la vérification périodique de leur bon fonctionnement, qui porte au minimum sur les éléments suivants :
 - vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, et de leur accessibilité,
 - vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
 - vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse,

- contrôle de la qualité du rejet le cas échéant.

- éventuellement entretien : organisation et prise en charge collective des coûts d'entretien des ouvrages, si les élus le décident.

L'assainissement individuel fonctionne si et seulement si :

- le dispositif d'assainissement est adapté au sol (d'où l'étude de sol au préalable),
- la réalisation de ce dispositif est confiée à des entreprises expertes,
- le dispositif fait l'objet d'un entretien régulier pour en assurer le bon fonctionnement, et donc diminuer les nuisances.

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97). A ce titre, il est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).

Le SPANC a pour mission d'assurer un **contrôle technique**, il ne constitue pas une police administrative (propre au Maire).

Cette compétence est assurée sur la commune TULETTE depuis janvier 2014, par La Communauté de Communes Drôme Sud Provence.

4.3.5 Coûts du projet et répercussions financières

4.3.5.1 COUTS D'INVESTISSEMENT EN EQUIPEMENTS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations),
- de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer, etc.),
- de la nature des sols,
- des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents, etc.),
- du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti).

Le coût de la mise en place ou de la réhabilitation des assainissements individuels non conformes ou manifestant des dysfonctionnements est estimé en moyen entre 6 000 € et 10 000 € (pour un logement de 3 chambres).

NB : le pétitionnaire devra fournir une étude de sols spécifique à l'assainissement autonome de manière à adapter la filière au terrain et au bâti concerné. Le montant de cette étude peut être estimé à 1 000 €.

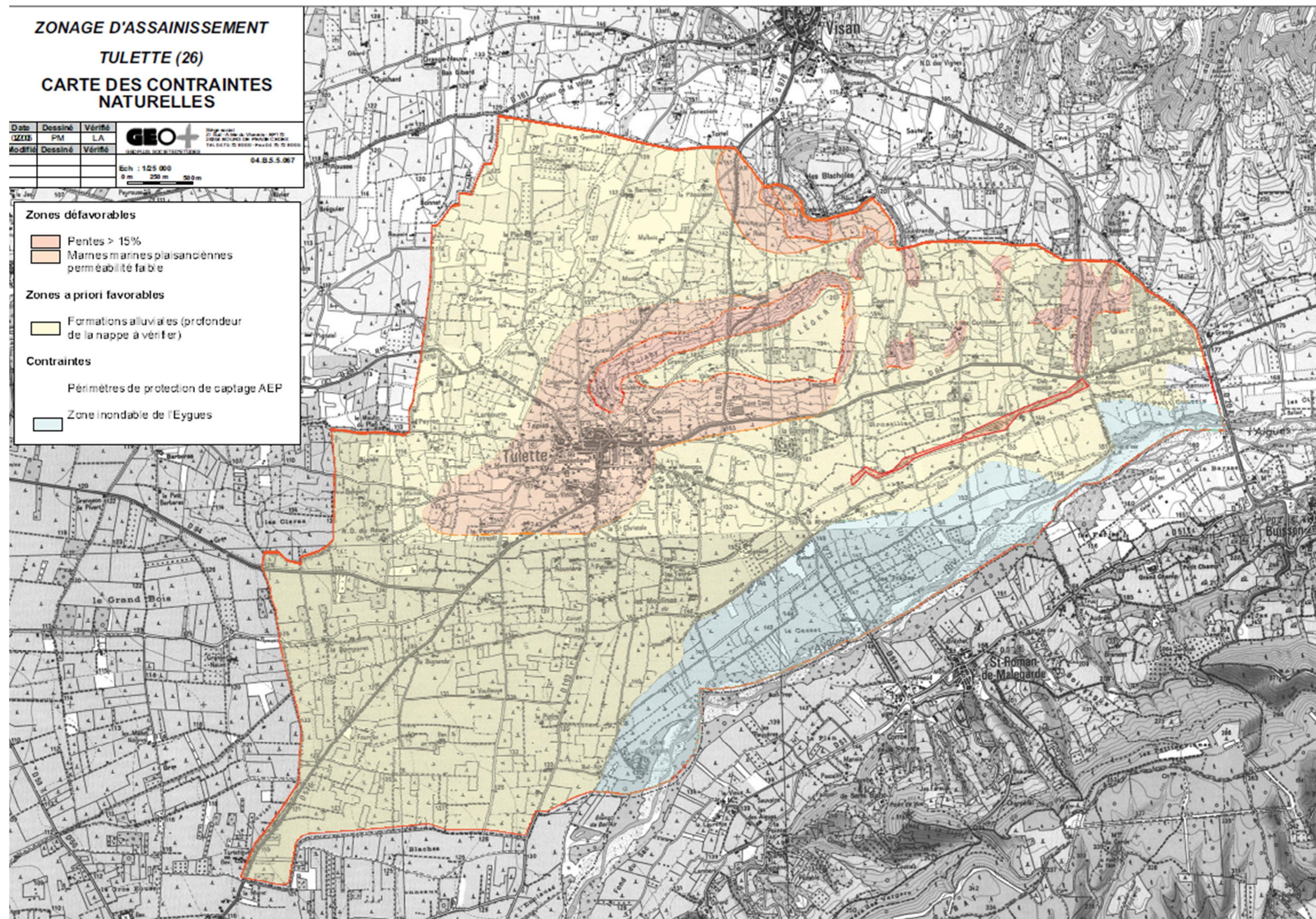
4.3.5.2 COUTS DE FONCTIONNEMENT DES EQUIPEMENTS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les dispositifs de prétraitement, fosses septiques ou fosses toutes eaux doivent être vidangées tous les 4 ans (ou après contrôle de la hauteur de boues) d'après la réglementation en vigueur par un vidangeur agréé. Cet entretien est indispensable pour éviter le colmatage des fosses et pour empêcher tout départ de boues susceptibles de colmater les ouvrages de traitement à l'aval ou de nuire à l'environnement et à la salubrité publique si le rejet est direct.

4.3.6 Répercussions financières

La totalité des coûts d'investissement et de fonctionnement des filières d'assainissement non collectif est à la charge des propriétaires des installations.

Figure 3 : Carte des contraintes naturelles (avec Carte d'aptitude des sols- extrait rapport GEOPLUS 2007)



5 L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.1 Généralités

La commune TULETTE possède un système d'assainissement complet, comportant un réseau d'assainissement des eaux usées en partie séparatif, un réseau d'eaux pluviales et une station d'épuration.

L'entretien et l'exploitation du réseau d'assainissement et de la station d'épuration sont assurés par la commune.

5.2 Le réseau d'assainissement collectif

Les principales caractéristiques du réseau d'assainissement des eaux usées sont les suivantes :

Type d'ouvrage	Nombre ou linéaire
Regards de visite	274
Antenne pseudo-séparative	8 315 m
Antenne unitaire	5 560 m
Poste de refoulement	1
Surverse à l'intérieur des postes	1
Déversoirs d'orage EU vers EP	8
Déversoirs d'orage EP vers EU	2

5.3 La station d'épuration

5.3.1 Caractéristiques générales

Les eaux usées collectées sont acheminées vers une station d'épuration de type boues activées à aération prolongée mise en service en 1987.

Les capacités nominales de la station d'épuration (dossier construction) étaient :

- Capacité globale : 1 100 E.H.,
- Volume journalier : 240 m³,
- Débit de pointe temps sec : 28.8 m³/h,
- Débit maximum admissible temps de pluie : 115.2 m³/h,
- Charge en DBO5 (0.54) : 72 kg/j,

D'après les données SANDRE (060626357001), la station aurait :

- Volume journalier : 180 m³,
- Charge en DBO5 (0.54) : 66 kg/j,

Les Caractéristiques de l'effluent épuré (dossier construction) étaient :

- | | |
|------------------|----------|
| • MES sur 2 h | 20 mg/l, |
| • DBO5 sur 24 h | 15 mg/l, |
| • DCO sur 24 h | 50 mg/l, |
| • Azote sur 24 h | 40 mg/l, |

5.3.2 Origine des effluents

D'après le RAD 2012, le service public d'assainissement collectif dessert 1 458 habitants et le volume **d'eaux usées domestiques** facturé en 2012 serait de l'ordre de 95 573 m³. D'après ces informations, il peut être noté que le taux de raccordement serait de l'ordre de 76 % et le volume moyen journalier reçu à la station de purification serait de l'ordre de 262 m³ (soit un débit moyen horaire de l'ordre de 11 m³/h).

Les eaux usées d'origine domestiques sont acheminées par un réseau unitaire pour la partie venant du bourg et séparatif pour les zones périphériques. Des industriels sont présents sur le territoire communal desservi par le réseau et aucune autorisation de déversement d'effluents non domestique n'est accordée par la commune. Cependant, des arrivées d'effluents vinicoles et oléagineux sont toutefois constatées épisodiquement en entrée de station et gênent son bon fonctionnement.

5.4 Performances de l'assainissement collectif

Le réseau d'assainissement de la commune a fait l'objet d'une étude diagnostique par :

- GEOPLUS en 1993,
- POYRY (anciennement BETURE CEREC) en 2005/2006.

5.4.1 Campagne de mesures 1993

L'étude diagnostique du système d'assainissement communal, a montré :

- de très fortes arrivées d'eaux claires parasites au niveau de la STEP et un impact réel de l'activité artisanale,
- que les canaux d'irrigation alimentés par l'Eygues ont une influence sur le réseau d'assainissement.

5.4.2 Synthèse des résultats POYRY 2005/2006

L'étude diagnostique du système d'assainissement communal, a montré :

- qu'en période de nappe basse (mars 2005), le volume moyen journalier mesuré par **temps sec** correspond à 175 % de la capacité hydraulique de la STEP et que par **temps de pluie**, les volumes ruisselés témoignant d'une surface active considérable (plus de 24 358 m²).
- qu'en nappe haute (février 2006) le volume moyen journalier mesuré par **temps sec** correspond à 200 % de la capacité hydraulique de la STEP, et que par **temps de pluie** la surface active moyenne a été estimée à 5 000 m².

L'analyse des résultats du bilan 24 heures réalisé à cette période montrait :

- une surcharge hydraulique, 506 m³/j, soit 3 400 EH à traiter pour une capacité de 240 m³/j.
 - des flux de pollution en DCO et en DBO5 au-dessus des charges admissibles par l'ouvrage (soit 291 kg/j de DCO pour 120 kg/j et 143 kg/j de DBO5 pour 72 kg/j). Ces valeurs représentent 2 400 EH.
-

L'analyse des résultats du bilan 24 réalisé en **période estivale** (juillet 2006) montrait toujours :

- une surcharge hydraulique, 344 m³/j, soit 2 300 EH à traiter pour une capacité de 240 m³/j,
- des flux de pollution en DCO est au-dessus des charges admissibles par l'ouvrage (soit 189 kg/j de DCO pour 120 kg/j). Le flux en DBO5 correspond à la valeur maximale admissible (71 kg/j de DBO5 pour 72 kg/j soit 1 200 EH).

Les secteurs responsables des arrivées d'eau claires parasites de **temps sec** étaient :

- Antenne du GRAND DEVES (RV 227 à 261) avec un débit nocturne de 0.35 m³/h et un ratio de 0.625 l/s/ml,
- Antenne de COIGNET (RV 50 à 227) avec un débit nocturne de 1.3 m³/h et un ratio de 3.25 l/s/ml,
- Antenne du BOURG (RV 39 à 110 ET 170 A 177) avec un débit nocturne de 6.8 m³/h et un ratio de 7.77 l/s/ml.

5.4.3 Données CHESS EPURD septembre 2012 et 2013

Le bilan réalisé du 13 au 14 septembre 2012 indiquait que l'effluent entrant n'est pas caractéristique d'un rejet usuel urbain et que la charge :

- hydraulique entrante était de l'ordre de 228% de la capacité nominale de l'installation soit 2 736 E.H.
- organique représentait 870 % de la capacité nominale, soit près de 10 000 EH.

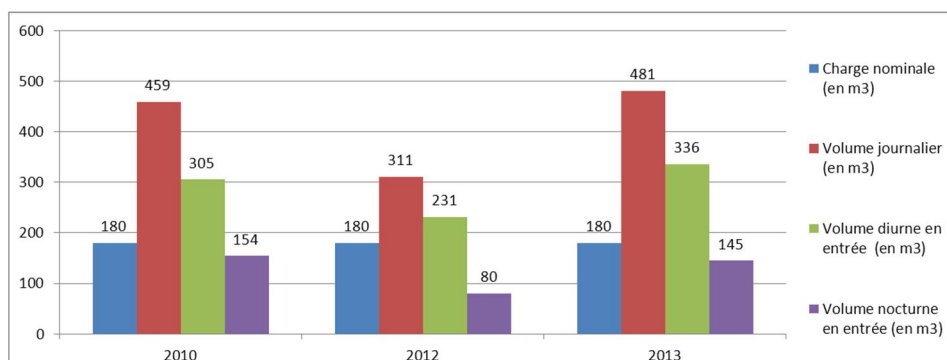
Le bilan réalisé du 13 au 14 septembre 2013 indiquait également que l'effluent entrant n'est pas caractéristique d'un rejet usuel urbain et que la charge :

- hydraulique entrante était de l'ordre de 374% de la capacité nominale de l'installation, soit 4 493 E.H.
- organique était de 296 % de la capacité nominale, soit près de 3 258 EH.
- en carbone représente 1322 %, soit 14 547 E.H.
- en MES représente 432%, soit 4 755 E.H.

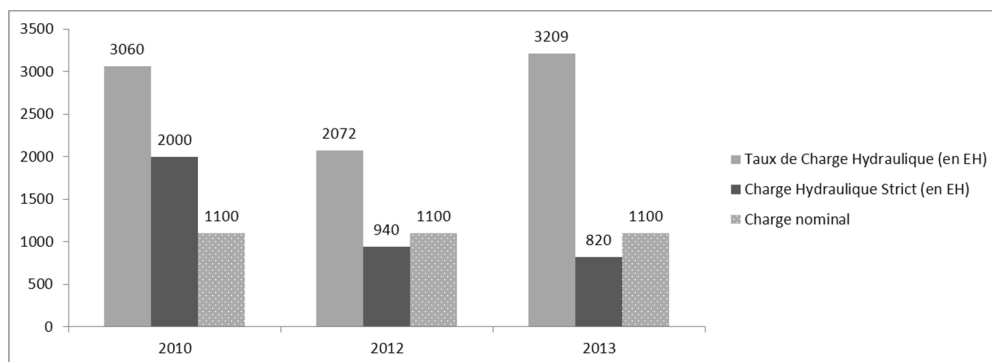
5.4.4 Données SATESE septembre 2010 et octobre 2012 et 2013

5.4.4.1 CHARGES HYDRAULIQUES

Les résultats en terme hydraulique des bilans effectués en septembre 2010 et octobre 2012 et 2013, consignés dans la figure ci-après, montrent que la capacité nominale de la station est largement dépassée au niveau hydraulique.



En termes d'équivalent/habitant, il est remarqué que la charge hydraulique stricte qui était de 2000 EH en 2010 a baissé en 2012 et 2013.

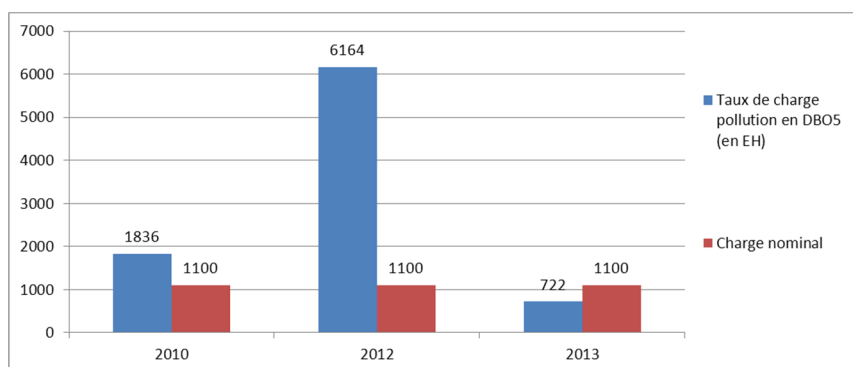


Il est à rappeler que le bilan 24 h, réalisé en août 2011, n'a pas été validé.

5.4.4.2 CHARGES POLLUANTES

Les résultats en termes de charge polluante des bilans effectués en 2010, 2012 et 2013, consignés dans la figure ci-après, montrent que la capacité nominale de la station est largement dépassée en 2010 et 2012.

La charge organique entrante en 2012 a été fortement impactée par des huiles industrielles.



5.4.4.3 CONCLUSIONS SATESE

La qualité du rejet n'étant due qu'à la qualité de l'exploitation et aux dimensions du bassin d'aération, le SATESE ne peut que recommander vivement à la commune d'effectuer :

- des travaux sur les réseaux de collecte et/ou de transfert à l'amont de la station destinés à limiter l'intrusion importante d'eaux parasites.
- d'entreprendre une action auprès des industriels pour éviter les apports graisseux notamment en proposant un prétraitement à la source.

5.5 Synthèse des travaux proposés sur le réseau

Sur les informations recueillies lors de la reconnaissance des réseaux, les tests à la fumée, et l'inspection télévisée des réseaux d'assainissement en 2007, les actions ci-après ont été proposées :

5.5.1 Travaux à effectuer sur le réseau

5.5.1.1 ELIMINATION DES INTRODUCTIONS DES EAUX CLAIRES PARASITES TEMPS DE PLUIE (SUITE AUX TESTS A LA FUMEE)

Il est important de rappeler que les travaux concernant les grilles et les toitures appartenant aux particuliers sont à leur charge. Le programme de travaux proposé ne concernait que les défauts répertoriés sur le domaine public.

Les préconisations concernaient, **le chemin des Ecoles, Quartier Grand Deves, le Lotissement Les Garriguettes, le Chemin de la Papeterie et Avenue de Provence et Voie Communale de Tulette à Saint Roman de Malegarde**

- Le coût de l'ensemble des préconisations proposées s'élevait à **37 950 € H.T.** Ces travaux permettent d'éliminer **12 580 m² de surface active du réseau d'assainissement, sans tenir compte de la mise en séparatif Avenue de Provence, dont le coût a été estimé à 240 000 € HT**

En ce qui concerne les particuliers :

- les habitations présentant des branchements non conformes, et/ou un réseau des eaux pluviales se trouve en parallèle au réseau d'eaux usées, doivent se déconnecter de ce dernier et se raccorder sur le réseau d'eaux pluviales,
- les habitations présentant des branchements non conformes, mais où il n'y a pas de réseau des eaux pluviales à proximité, le raccordement n'est donc pas possible. Cependant, il peut être envisageable de déconnecter les eaux pluviales du réseau d'eaux usées en étudiant les possibilités de rejet sur les surfaces perméables.

5.5.1.2 ELIMINATION DES INTRODUCTIONS DES EAUX CLAIRES PARASITES TEMPS SEC

Lors de la recherche nocturne d'eaux claires parasites, le réseau d'assainissement de TULETTE drainait **en nappe basse** et **en nappe haute** respectivement **10.8 m³/h** et **23 m³/h** d'eaux claires.

Les préconisations concernaient **l'Avenue de Provence, le quartier des Tapies, Chemin des Sources, Rue des Ecoles, Rue des Condamines, Montée du Portalet et Chemin Vicinal n° 10.**

Le montant des travaux, visant à l'élimination des défauts constatés par les deux inspections des réseaux, s'élevait à **189 225 € HT (hors curage)** et supprimera **81.5 %** des eaux claires parasites de temps sec drainées par le réseau d'assainissement.

Sur les **23 m³/h** mesurés lors de la recherche nocturne d'ÉCP de temps sec, réalisée en période de nappe haute, la suppression de **18.7 m³/h** a été proposée. Les **4.3 m³/h** restant sont à considérer comme diffus et seront à intégrer au calcul de la charge hydraulique future.

5.5.1.3 REPRISE DES DEFAUTS OBSERVES LORS DE LA RECONNAISSANCE

Un certain nombre de défauts ont pu être visualisés lors de la reconnaissance des réseaux.

Le coût global des travaux proposés s'élevait à 62 400 € H.T.

5.5.1.4 SYNTHÈSE DES TRAVAUX PROPOSÉS

Tableau 1 : Tableau de synthèse du réseau

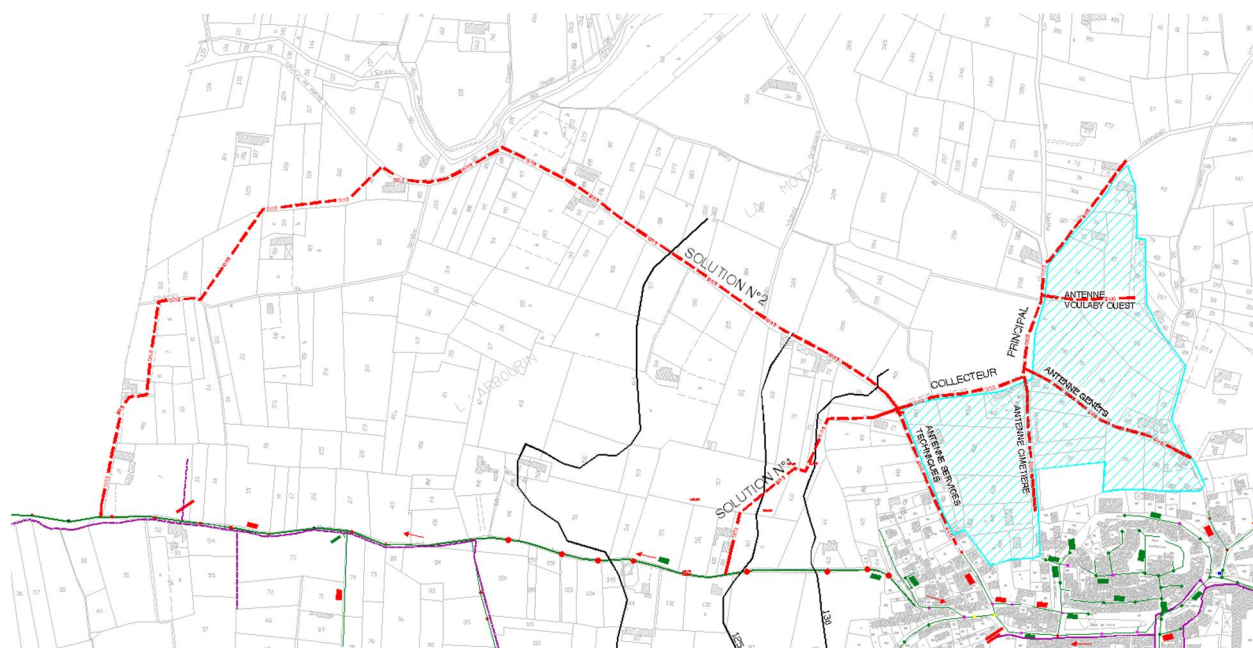
Localisation	Surface active	Débit ECPP		ECPP	Coût travaux
	(m²)	(en m³/j)	(en m³/h)	(en EH)	(en ")
Rue des Ecoles	3100				11 550
RV274-271	900				28 750
Quartier Grand Deves	150				2 400
Lotissement les Garriguettes	6000				
Chéneau de l'Ecole	200				
Chemin de la papeterie / chemin des Vignes	2230				18 000
Avenue de Provence et Voie Communale de Tulette à Saint Roman de Malegarde	20000				240 000
Avenue de Provence (RV 132 au 138)		127	5.3	850	121 275
Quartier des Tapies		50.4	2.1	336	4 740
Chemin des Sources		55.2	2.3	368	35 200
Rue des Ecoles		ND			11 550
Chemin des Condamines		76.8	3.2	512	7 980
Montée du Portalet		ND			1 980
Chemin vicinal N°10		115. 2	4.8	768	5 000
Antenne du Bourg	Suite reco (curage)				1 900
Antenne des Coignets	Suite reco (curage)				2 500
TOTAUX		433.5	17.7	2834	492 825

5.5.2 Extension au réseau d'assainissement

En 2006, aucune extension au réseau d'assainissement n'est programmée.

En 2010, une étude d'extension des réseaux à un secteur situé au Nord du village a été réalisée.

Figure 4 : Plan de localisation de la zone concernée



L'antenne la plus proche, sur laquelle il est possible de se raccorder gravitairement, se situe le long du canal du Moulin, elle alimente directement la station d'épuration.

L'antenne principale du réseau d'eaux usées projeté suivrait le Chemin de Visan pour rejoindre la Route de Bouchet via la voie communale n°75 (Raoux). Quatre antennes internes à la zone permettraient de desservir la totalité du terrain :

- Antenne Voulaby Ouest
- Antenne Genêt
- Antenne Cimetière
- Antenne Services Techniques

A partir du carrefour (au Nord-Ouest des Services Techniques), 2 solutions de raccordement sont envisageables.

- Solution 1 : Raccordement court, environ 400 m sur le réseau unitaire du chemin vicinal ordinaire n°10.
- Solution 2 : Raccordement long, 1600 m. Ce tracé permet de raccorder plus de maisons mais le dernier tronçon est quasiment plat et le raccordement gravitaire a peu de chance d'être faisable. Un poste de refoulement sera nécessaire.

Le coût global des travaux proposés réseau interne à la zone + solution n° 1 s'élevait à environ 400 000 € H.T.

Le coût global des travaux proposés réseau interne à la zone + solution n° 2 s'élevait à environ 765 000 € H.T.

5.5.3 Déversoirs d'orage

Des déversoirs d'orage ont été visualisés lors des différentes investigations de terrain.

5.5.3.1 DEVERSOIRS D'ORAGE SUR LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

Il a été compté 9 déversoirs d'orage sur le réseau d'assainissement.

En temps de pluie, ils délestent une partie des eaux collectées par le réseau d'assainissement vers le réseau pluvial. Ils se situent au niveau des regards de visite 37, 38, 41, 78, 49, 53, 95, entre les RV 15 et 16 et à proximité du RV 23.

Ces ouvrages devront faire l'objet d'une étude de fonctionnement et une régularisation administrative au titre de la Loi sur l'Eau.

5.5.3.2 DEVERSOIRS D'ORAGE SUR LE RESEAU EAUX PLUVIALES

Il a été constaté la présence de 2 déversoirs d'orage sur le réseau pluvial.

Lors que le réseau pluvial est surchargé, ces ouvrages déversent le surplus hydraulique vers le réseau d'assainissement. Ils se situent au niveau des regards de visite 162, et à proximité du RV 83. Ces deux ouvrages devront être supprimés à terme.

Une étude de dimensionnement de la conduite pluviale, rue des Condamines, devra permettre de définir la canalisation pluviale à implanter pour que la totalité du débit pluvial soit prise en charge.

Un exutoire pluvial devra être défini au niveau du lotissement Les Garriguettes, afin d'évacuer les eaux pluviales de la zone.

5.6 Synthèse des travaux proposés sur la station d'épuration

5.6.1 Synthèse sur le fonctionnement de la station

Les mesures en continu de 2006 au niveau de la station d'épuration, les Bilans CHESS EPUR SATESE, montraient du point de vue hydraulique que le volume journalier traité par l'ouvrage oscillait entre 311 et 674 m³, que ce volume est composé d'une part importante d'eaux claires parasites de temps sec et que le volume d'eaux usées strictes est compris entre 820 et 2000 EH.

Du point de vue charge de pollution, l'ensemble des paramètres est en dessous des capacités nominales de la station d'épuration, mise à part les valeurs de la DBO5 mesurée par BETURE CEREC en juillet 2006 et par SATESE en octobre 2013 qui sont à la limite de cette capacité.

Dans le cas de TULETTE, la charge organique est supérieure à la charge hydraulique stricte. Cela indique que des effluents industriels très chargés organiquement sont collectés et traités par la station d'épuration.

Au regard de ces constats, il a été conseillé de travailler sur la pollution industrielle et sur l'élimination des eaux claires parasites pour pouvoir procéder au raccordement de nouveaux abonnés prévu dans le cadre du PLU.

5.6.2 Analyses des ouvrages principaux de la station d'épuration

La station d'épuration actuelle possède une capacité théorique de 1 100 EH.

D'après les données constructeurs (source « Diagnostic de réseau » de juin 1993, la charge organique admissible est de 72 kg DBO5/j et la charge hydraulique de 240 m³/j). Ces deux valeurs correspondent bien à la capacité de 1 200 EH.

L'analyse des dimensions des différents ouvrages principaux composant la station ne aboutissent pas à la même conclusion :

- Le bassin d'aération est dimensionné pour **2 300 EH**. ($\text{Vol B.A (m}^3\text{)} = \text{DBO5 (kg/j)} / (0.1 \times 3)$) C'est pourquoi la station d'épuration respecte les seuils de rejets imposés. Le surdimensionnement de cet ouvrage permet à la station de respecter le niveau de rejet F.
- Le clarificateur peut admettre un débit maximal de 34 m³/h. Cette limite est imposée par la vitesse ascensionnelle de 0.6 m/h maxi. Le poste en entrée de station possède un débit nominal de 30 m³/h. Les capacités du clarificateur ne sont donc pas dépassées.

L'analyse des mesures SATESE septembre 2010 font apparaître, par temps sec, un fonctionnement du relevage de 20 heures par jour. Le volume relevé est de 800 m³ en 24 heures. L'indice de boues en sortie de clarificateur est bon avec une valeur de 80.

Le tableau de synthèse ci-après montre que le bassin d'aération présente une sous charge autorisant le raccordement de nouveaux usagers, soit environ 1 580 EH supplémentaires pour un total de 2 780 EH.

Tableau 2 : Synthèse du fonctionnement de la station d'épuration

Ouvrages	Capacité nominale			Apports actuels et fonctionnement actuel			Excédent entrant		
	Débit (m³/h)	Capacité Hydrauliques (en EH)	Pollution (en EH)	Débit (m³/h) *	Apports Hydrauliques (en EH)	Pollution (en EH)	Débit (m³/h)	Ecart Hydrauliques (en EH)	Pollution (en EH)
Poste de refoulement	30	1600		60	3200		30	1600	
Dégraisseur	30	1600		60	3200		30	1600	
Bassin d'aération			2780		1200	1200			-1580
Clarificateur	34	1890		60	3900		26	2010	

* Mesuré par le SATESE au niveau des pompes : 2 x 30 m³/h.

D'après cette analyse, il peut être conclu qu'en ne prenant pas en compte les eaux claires parasites et moyennant une augmentation de capacité du poste de refoulement à 34 m³/h et un redimensionnement du dégraisseur pour ce débit, la station d'épuration peut traiter 1890 EH.

5.6.3 Améliorations proposées à l'issue de l'étude diagnostique 2007

Les améliorations proposées à l'étude diagnostique 2007, reposaient sur les hypothèses suivantes :

- Augmentation de la population à l'horizon 2035, de 665 EH,
- Charge hydraulique : 1555 + 665 = **2 220 EH, soit 444 m³/j**,
- Charge organique domestique : 1 100 + 665 = **1 765 EH, soit 105.9 kg DBO5/j**,
- Charge organique industrielle estimée : **1 300 EH, soit 78 kg DBO5/j**,
- Charge organique maximale : **3 065 EH, soit 183.9 kg DBO5/j**.

La station fonctionnera donc avec une charge entrante de l'ordre de **3 065 EH** pendant environ 3 mois (période d'activité des caves viticoles). Le reste de l'année, la charge entrante sera de l'ordre de **1 765 EH**.

A l'horizon 2035, la charge à traiter sera de 444 m³/j, soit 18.5 m³/h en moyenne. Le poste de relevage en entrée de station et le clarificateur pourront donc fonctionner dans de bonnes conditions avec cette charge future.

Les ouvrages de la station ne présentaient pas de signes de dégradation. Il a été alors proposé de conserver la station actuelle en lui apportant des améliorations.

- **Amélioration de l'ordre hydraulique** par la mise en place d'un **ouvrage tampon positionné en entrée de station d'épuration de 300 m³**. La station devra être capable d'accueillir l'ensemble du volume collecté par le réseau (volume domestique : 444 m³/j et industriel : 1300 EH soit 260 m³/j). **Le coût de la réalisation des ouvrages de prétraitement a été estimé à environ 110 000 € HT**,
- **Amélioration pour la gestion de la charge future** par le remplacement des prétraitements par des ouvrages adaptés à la nouvelle charge entrante (3 065 EH). **Le coût de la réalisation des ouvrages de prétraitement a été estimé à environ 92 000 € HT**,
- **Amélioration pour le respect des performances épuratoires** par la mise en place d'un filtre planté de roseaux en sortie de clarificateur. **Le coût de la réalisation de cet ouvrage a été estimé à environ 360 000 € HT**.

Tableau 3 : Récapitulatif des travaux d'amélioration sur la station en 2007

Type de travaux	Montant (en ÖHT)
Bassin Tampon	110 000
Prétraitement	92 000
Traitement tertiaire	360 000
Gestion des boues	459 750
TOTAL	1 021 750

5.6.4 AMELIORATIONS PROPOSEES A L'ISSUE DE L'ETUDE sur la STEP 2011

L'étude réalisée en 2011 sur la station d'épuration a proposé des études sur le fonctionnement des D.O. et deux solutions d'adaptabilité sur la station d'épuration.

- **Solution n°1 : adaptation légère :**

- Augmenter la capacité des pompes à la limite de capacité du clarificateur raclé, soit 34 m³/h au lieu des 30 m³/h actuels,
- Refaire les prétraitements pour 34 m³/h.

Soit un gain de 4 m³/h sur le débit actuel, cela équivaut à 690 EH supplémentaires. **Le coût de cette adaptation légère a été estimé à environ 101 000 ÖHT.**

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> - Permet d'ajouter 690 EH sans modification du bassin d'aération et du clarificateur, - Permet d'avoir un bon état écologique du milieu en augmentant le débit d'étiage du canal du Moulin, - Possibilité de programmer dans le temps, de manière progressive, en commençant par les opérations ayant le meilleur rapport « coût / volume d'eaux parasites éliminé. 	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux importants et relativement coûteux dont la réalisation complète par une mise en séparatif intégrale n'est pas forcément possible pour des raisons économiques et techniques, - Pas de résultat prévisible pour les travaux avant leur réalisation.

- **Solution n°2 : adaptation lourde :**

La première hypothèse envisageable consiste à redimensionner les prétraitements et le clarificateur sur une capacité identique à celle du bassin d'aération, soit 2 780 EH.

Mais, outre que cette capacité dépasse les besoins futurs de la commune, elle pose des problèmes techniques coûteux. En effet, il s'agit de reconstruire des ouvrages en doublon de ceux existants, afin de garantir une continuité de service et ce, à proximité immédiate du bassin d'aération pour les besoins de fonctionnement et d'entretien.

La filière boues doit être modernisée avec une centrifugeuse.

Aucune déphosphatation n'est prévue dans la mesure où il est possible d'augmenter le débit dans le canal en hiver, afin d'être conforme au niveau du rejet.

Le coût de cette adaptation légère a été estimé à environ 642 000 ÖHT.

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> - permet de quantifier le volume d'eaux parasites à supprimer pour commencer à raccorder de nouveaux riverains, - permet de définir précisément les apports à la station d'épuration et donc son dimensionnement correct. (solution adaptation légère de la station d'épuration), - permet de choisir en toute connaissance le nombre de nouveaux logements raccordables. 	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessite un complément de mesures et la réalisation d'une modélisation coûteuse du réseau, - Ne dispense pas de la suppression des eaux claires parasites, - Ne dispense pas de faire des travaux sur la station d'épuration, - Accroît les arrivées d'eaux claires à la station d'épuration.

5.7 Suite donnée aux programmes de travaux

5.7.1 Actions entreprises par la commune sur le réseau

La commune a réalisé **en 2011**, la réfection de la rue de Verdun avec une mise en séparatif partielle du réseau (réseau séparatif dans la rue qui est branché sur un unitaire ensuite).

En 2013, elle a mis en séparatif, la rue des Coignets avec une partie de l'impasse de la Rabassière.

La commune projette la mise en séparatif du réseau:

- le chemin des sources, à court terme (1 à 2 ans),
- rue des Condamines, à moyen terme (2 à 5 ans),
- quartier des Tapies, à long terme (> 5 ans).

5.7.2 Actions entreprises par la commune au niveau de la station d'épuration

Au regard des coûts importants en terme d'investissement et en terme d'exploitation à engager par la commune pour la réhabilitation de sa station d'épuration, la collectivité a décidé parallèlement aux travaux d'élimination des eaux claires parasites sur le réseau, de suivre les recommandations du SATESE et la DREAL pour appréhender au mieux l'origine, la fréquence, et l'ampleur des rejets autres que domestiques.

Des campagnes de mesures de conductivité, en cinq points stratégiques du réseau, et sur une période d'un mois ont ainsi été réalisées en 2012 et 2013 par CHESS EPUR sur les mois de septembre et octobre (période de vendanges).

La campagne de 2012 a identifiée 3 secteurs GARRIGUETTES, COIGNETS, et CONDAMINES qui devaient faire l'objet d'une attention particulière.

Suite à ces mesures, la commune a engagé des actions auprès des industriels sur les secteurs concernés, et une nouvelle campagne de mesure a été entreprise en 2013.

Les renseignements qui peuvent être tirés de la campagne 2013 sont :

- le comparatif des valeurs moyennes et statistiques entre 2012 et 2013, sur le point « Condamines », indique que les flux polluants d'origine autres que domestiques sont globalement moins importants en 2013 qu'en 2012,
- les valeurs moyennes observées sur le point « COIGNETS » sont quant à elles plus importantes en 2013, du fait de la mise en séparatif de ce réseau. Les effluents sont tous simplement moins dilués qu'en 2013.
- sur le point « Garriguettes », les valeurs moyennes sont plutôt stables par rapport à 2012.
- A noter que deux éléments majeurs sont à prendre en considération pour mettre en perspectives les résultats de ces deux campagnes.

D'une part, les vendanges 2012 et 2013 n'ont pas été similaires, avec une durée plus courte en 2013 ainsi qu'une quantité moindre, d'autre part, la deuxième partie de campagne de mesures 2013 a été perturbée par de nombreux événements pluvieux très significatifs.

Au niveau de la station d'épuration, la commune a réalisé en 2013, le remplacement de l'ensemble du pont tournant du clarificateur. Par ailleurs, pour l'année 2013, la collectivité a sorti 25 bacs de boues, soit 12 de moins qu'en 2012 où elle avait extrait 37 bacs.

6 AIDES ACTUELLES ET MONTANTS RESTANTS A CHARGE

A ce jour, les aides publiques portent principalement sur le transport et le traitement des eaux usées.

Le transport concerne les ouvrages depuis le dernier branchement de collecte jusqu'au site de traitement. La collecte n'est prise en charge que par les dotations de l'état, et se limite à la collecte publique, excluant tous travaux de raccordement chez le particulier.

6.1 Modalités d'éligibilité aux aides

Les subventions sont octroyées sur présentation d'un dossier comprenant notamment une étude technique et un devis estimatif. Il existe des délais pour déposer les dossiers et pour réaliser les travaux.

6.2 Taux actuels de subventions

Les financeurs possibles sont le Conseil Général et le Conseil Régional, l'Agence de l'Eau et la Dotation Globale de l'Équipement.

Le **Conseil Général de la Drôme** retient, dans les grandes lignes de son plan de financement adopté le 28 juin 2010 pour l'assainissement, les projets d'ensemble faisant partie de contrats rivière, ainsi que les travaux visant à réduire les « points noirs » du territoire drômois ou répondant à des exigences réglementaires.

Les aides du **Conseil Régional Rhône-Alpes** nécessitent que la commune fasse partie d'un contrat rivière et que les travaux y soient inscrits.

Pour l'**Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée**, le taux d'aide pour les opérations liées à l'assainissement est de 30%. Ce taux était valable pour la durée du 9^{ème} programme d'intervention qui s'est terminé fin 2012. Les travaux de création de réseaux de collecte ainsi que d'extension, de renouvellement, de renforcement de réseaux, ne sont pas éligibles.

Les travaux liés aux réseaux de transport et aux ouvrages d'épuration sont éligibles uniquement dans le cadre de la mise en conformité (définie par la Police de l'eau) du système d'assainissement avec la directive européenne ERU (Eaux Résiduaires Urbaines).

Pour être éligible, la commune doit disposer d'une tarification minimum de la part assainissement de l'eau de 0,50 " HT/m³, et avoir réalisé un schéma directeur d'assainissement comportant un diagnostic du système d'assainissement (réseaux + ouvrage d'épuration).

La **Dotation Globale d'Équipement** est attribuée en métropole à toutes les communes de moins de 2 000 habitants. Le Préfet attribue les subventions après avis d'une commission d'élus chargée de déterminer les catégories d'opérations prioritaires, ce qui permet de mettre l'accent sur les investissements les plus sensibles localement. La commission fixe également les fourchettes de taux applicables à chaque catégorie d'opérations, dans la limite de 20 % à 60 % du montant hors taxe de l'investissement.

6.3 Charges pour la commune

Il reste donc à la charge de la collectivité :

- Assainissement collectif :
 - la part de l'investissement non subventionné,
 - l'entretien et la maintenance du système d'assainissement,
 - les frais de fonctionnement du service d'assainissement collectif.
- Assainissement non collectif :
 - les frais de fonctionnement (pour partie) du SPANC (service de contrôle des installations),
 - l'entretien des installations, si la Commune le prend en charge.

6.3.1 Sources de revenus

Le service d'assainissement, étant connu comme service public à caractère industriel et commercial, devra être équilibré en recettes et en dépenses (Code des collectivités Territoriales, Chapitre IV).

Taxations ponctuelles

Elles concernent notamment :

- La participation pour l'assainissement collectif (PAC) qui a remplacé en juillet 2012, la participation pour raccordement à l'égout (PRE).
- le contrôle de conception et de réalisation des installations autonomes, le contrôle de fonctionnement, les frais de vidange des fosses (le cas échéant).

Taxations permanentes sur le prix de l'eau consommée

Elle est instaurée par la mise en place d'une redevance qui est proportionnelle à la consommation d'eau de l'utilisateur, mais qui peut également comporter une part fixe (qui couvre les charges fixes du service).

6.3.2 Intégration dans le budget communal

Les agglomérations de moins de 3 000 habitants peuvent recourir au budget général pour financer une partie des dépenses du service d'assainissement. Le Plan Comptable M49 doit le faire apparaître.

7 CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

L'obligation de zonage d'assainissement est apparue avec La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du code des communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrit dans le Code Général des Collectivités territoriales (article L.2224-10) stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- les zones **d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte, le stockage, et le traitement des eaux usées,
- les zones **d'assainissement non collectif**, où elles sont seulement tenues d'assurer le contrôle des filières autonomes et, si elles le décident, leur entretien.

Le zonage doit conduire à la délimitation des zones où l'assainissement collectif est techniquement et financièrement envisageable, et où l'assainissement non collectif est difficile voire impossible en fonction des contraintes d'habitat et de sol.

Les limites du Zonage d'Assainissement sont proposées à partir des documents d'urbanisme. Elles dépendent des diagnostics réalisés sur l'existant, que ce soit en terme d'assainissement collectif que non collectif, et de l'ensemble des contraintes locales d'habitat.

Le Conseil municipal de la Commune TULETTE a donné un avis sur la cartographie de zonage d'assainissement et a décidé (cf. délibération communale) :

- **Assainissement collectif existant (en rouge) : le centre et les quartiers proches, et englobe toutes les habitations raccordées au réseau collectif,**
- **Assainissement collectif futur (en bleu) : les futures zones urbanisables actuellement non raccordées,**
- **Assainissement non collectif : le reste du territoire communal sous réserve des résultats des études de sols**

Nous rappelons que la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, ne peut pas pour effet de rendre ces zones constructibles.

La délimitation proposée pour l'assainissement collectif ne peut avoir pour effet (Extrait de la Circulaire du 22 mai 1997) :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- ni d'obliger au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
- ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte ». Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.

La délimitation de ces zones permet de répartir les habitants de la Collectivité entre usagers de l'assainissement collectif et usagers de l'assainissement non collectif. La mise en place du contrôle de l'assainissement non collectif, se trouve ainsi facilitée. L'arrêté du 7 septembre 2009 précise les modalités de ce contrôle.

Le choix retenu découle d'une analyse intégrant des critères techniques, environnementaux et économiques.

8 RESPONSABILITE DU MAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'HYGIENNE DANS LA COMMUNE

L'article L.2212-1 et -2 du code Général des collectivités territoriales fait obligation au Maire, au titre de la Police Municipale, d'intervenir quand le mauvais fonctionnement d'un équipement sanitaire, public ou privé compromet la salubrité publique.

Le rôle du Maire est de :

- Assurer l'entretien et le contrôle de la conformité des branchements au réseau de collecte,
- Délivrer des autorisations pour les rejets (convention), dans les égouts communaux, autres que domestiques (des prétraitements peuvent être exigés),
- Mettre en place un règlement d'assainissement,
- Signaler les rejets importants dans les cours d'eau à l'Administration (M.I.S.E),
- Assurer le contrôle technique des installations d'assainissement non collectif.

Le Maire a la possibilité de déléguer sa maîtrise d'ouvrage et ses compétences en assainissement collectif et non collectif.

9 ANNEXES

9.1 CARTE DE ZONAGE

9.2 DÉLIBÉRATION MUNICIPALE